

## **Les points de vue rapides de IPEN sur le OEWG2**

### **Décembre 2014**

Ce qui suit est un résumé de certains points de vue concernant les questions qui seront abordées par l'OEWG2:

#### **Au-delà de 2020**

Au-delà de 2020, l'objectif principal de la SAICM devrait être la mise en œuvre : en d'autres termes, les initiatives qui s'appuient sur ce qui a été accompli jusqu'à présent, mais qui se concentrent davantage sur la réduction et la diminution des expositions toxiques réelles à une grande échelle. A l'OEWG2:

- Après 2020 la réflexion sur l'avenir de la SAICM devrait figurer comme élément de l'ordre du jour de l'ICCM4 (Conférence Internationale sur la Gestion des Produits Chimiques, quatrième réunion), conformément à la demande faite par la région Afrique
- Le Bureau et le Secrétariat de la SAICM devraient élaborer un document d'options comprenant des éléments d'un processus pour déterminer l'avenir de la SAICM et la collaboration intergouvernementale en matière de gestion rationnelle des produits chimiques au-delà de 2020 pour examen par l'ICCM4, y compris, entre autres:
  - L'extension de la SAICM et la tenue des prochaines réunions de la Conférence Internationale sur la Gestion des Produits Chimiques au-delà de 2020 ;
  - La nécessité, dans la mesure du possible, d'organiser des réunions du OEWG entre 2015 et 2020
  - D'autres options pour promouvoir une gestion rationnelle des produits chimiques au-delà de 2020 ;
  - Discussion sur le financement de la gestion rationnelle des produits chimiques, y compris les activités importantes pour la sécurité des produits chimiques qui ne sont pas pris en compte par les Conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm, en s'inspirant des résultats du processus de consultation lancé par le Directeur Exécutif du PNUE sur les Options de financement pour les produits chimiques et les déchets ;
  - Discussion sur comment la SAICM peut s'insérer dans le processus plus vaste des synergies entre les Conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm; et
  - Discussion sur comment l'engagement politique à la SAICM peut être renforcé entre toutes les parties prenantes.

#### **Orientations générales et directives**

- Le progrès dans la mise en œuvre de la SPG (Stratégie Politique Globale) devrait inclure des déclarations des lacunes parce que les activités liées à la mise en œuvre de la SAICM

qui peuvent donner des résultats en réduisant effectivement les expositions réelles aux substances toxiques ne viennent que de commencer;

- L'incapacité à réaliser des progrès importants sur le trafic illicite devrait être soulignée comme une lacune importante;
- Le financement et ses implications devraient être une nouvelle activité de base à l'avenir et devraient inclure la question de savoir si la SAICM aura son propre mécanisme de financement jusqu'en 2020 pour remplacer le QSP;
- L'activité principale (b) devrait inclure l'établissement des inventaires des substituts sûrs et des techniques alternatives, y compris les alternatives non chimiques et l'agriculture écologique;
- L'activité principale (c) devrait inclure le transfert des techniques propres qui sont en conformité avec les conventions chimiques et la SAICM;
- Les mesures particulières pour la mise en œuvre des nouvelles questions de politique générales devraient être ajoutées dans l'activité principale (d);
- Les points focaux nationaux de la SAICM devraient travailler de manière proactive avec les points focaux SAICM des ONG dans les pays ; et
- Une exploit important réalisable sur l'objectif de réduction de risques de la SAICM d'ici à 2020 est d'avoir un instrument de contrôle en place dans tous les pays qui interdise la fabrication, l'importation, la commercialisation et l'utilisation des peintures au plomb.

### **Préparation de l'ICCM3**

L'ordre du jour de l'ICCM3 devrait comporter les éléments suivants:

- La discussion et la décision sur le processus en cours sur l'avenir de la SAICM et la coopération intergouvernementale sur la gestion rationnelle des produits chimiques au-delà de 2020 ;
- Comment le OOG peut-il être utilisé pour encadrer la mise en œuvre de la SAICM jusqu'en 2020 ;
- L'agrément sur la mise sur pied d'une alliance mondiale pour l'élimination des pesticides très dangereux; et
- La discussion et la décision sur les problèmes pratiques liés à la mise en œuvre de l'Approche Stratégique qui s'avèrent être des défis pour les pays en développement et à économie en transition.

### **Les pesticides très dangereux (PTD ou HHPs en Anglais)**

Le OEWG2 devrait demander à la FAO, en consultation avec les parties prenantes, d'élaborer une proposition sur l'alliance mondiale pour l'élimination des pesticides très dangereux (PTD) avec les objectifs ci après de:

- Sensibiliser sur les effets néfastes des pesticides très dangereux et la disponibilité des alternatives;
- Fournir les orientations et promouvoir l'assistance pour l'identifier les pesticides très dangereux (par exemple, l'aide à l'élaboration des listes nationales des PTD) et réduire les expositions à ces produits ;
- Fournir les orientations sur les alternatives sûrs aux pesticides très dangereux avec une priorité aux alternatives non-chimiques et les approches écologiques pour la production durable des aliments et des fibres ;

- Promouvoir la mise sur pied d'un cadre réglementaire national approprié pour mettre fin à la fabrication, l'importation, la vente et l'utilisation des pesticides très dangereux ; et
- Fournir l'assistance aux agriculteurs en vue de les permettre d'éliminer les pesticides très dangereux tout en maintenant leurs moyens de subsistance grâce à l'agriculture.

### **Les Produits Chimiques Perturbateurs Endocriniens (EDC)**

L'OEWG2 devrait recommander que l'ICCM4 invite le PNUE à conduire un projet sur les EDC avec les composantes suivantes :

- Identifier une liste de potentielles EDC et les sources d'exposition et la rendre accessible au public ;
- Mener des études de monitoring sur les EDC dans les pays en développement et à économie en transition ;
- Mener des campagnes de sensibilisation intense, comprenant les informations sur les utilisations, les effets sanitaires, la contamination environnementale et le fardeau sur le corps humain, et les alternatives plus sûres, y compris les alternatives non-chimiques;
- Rassembler et disséminer les exemples de bonnes pratiques disponibles dans la réduction d'utilisation des EDC, y compris les alternatives plus sûres, les alternatives non-chimiques et la gestion du risque ;
- Identifier les lacunes dans la législation et la réglementation existante et renforcer les politiques afin de protéger la santé humaine et l'environnement des EDC ;
- Etablir les synergies avec le Project des Substances Chimiques dans les Produits pour identifier les besoins des parties prenantes sur les EDC ;
- Les études de cas dont références sont faites dans la résolution III/2 F de l'ICCM3 devrait inclure les pesticides, les textiles, les produits pour enfants, les matériaux de construction, les produits électriques et électroniques et identifier les potentiels EDC et leurs effets sanitaires, documenter l'exposition humaine, relever les lacunes dans les politiques en place, et mettre l'accent sur les meilleures pratiques disponibles dans la substitution des EDC ; et
- Donner le rapport sur les progrès sur ces actions lors des rencontres régionales de la SAICM ; les probable futurs OEWG, et ICCM5.

### **Les Peintures au Plomb**

L'OEWG2 devrait recommander les actions suivantes sur les peintures au plomb pour les décisions à prendre lors de l'ICCM4 :

- Les efforts devraient être accrus pour parvenir à une élimination des peintures au plomb au niveau mondial d'ici 2020, avec une attention particulière aux peintures décorative contenant du plomb et des peintures pour autres applications susceptibles de contribuer à l'exposition des enfants au plomb ;
- Les données supplémentaires devraient être générées sur la présence ou non des peintures au plomb sur le marché de consommation de tel sorte qu'avant la fin de l'année 2017, que certaines données publiques soient disponibles sur au moins 80 pays en développement et à économie en transition ;
- L'OEWG2 devrait inciter l'établissement des mesures nationales de contrôle des peintures au plomb dans les pays qui ne disposent pas actuellement des lois, des réglementations et des normes juridiquement contraignantes;

- Les points focaux nationaux de la SAICM sont encouragés à promouvoir et/ ou initier les discussions dans leur pays dans lesquelles prennent part les officiels importants du gouvernement, les représentants des industries de peinture, les représentants du secteur de la santé publique, et d'autres parties prenantes nationales pertinentes pour aborder les dangers liés aux peintures contenant du plomb et les mesures possibles de contrôle au niveau national; et
- L'OEWG2 devrait encourager l'OMS à impliquer dans les Bureaux Régionaux et Nationaux de l'OMS dans les pays en voie de développement et à économie en transition dans les projets d'élimination des peintures au plomb réalisés par les parties prenantes au niveau régional et national.

### **Les substances chimiques contenues dans les produits**

L'OEWG2 devrait recommander que les éléments suivants soient inclus dans le Programme des Substances Chimiques dans les Produits (en anglais CIP):

- Les réclamations pour la confidentialité des informations industrielles empêchent la collecte des données importantes sur le contenu des produits et pourraient engendrer des coûts importants aux industries pour n'avoir été transparentes au sujet des substances chimiques dangereuses contenues dans leurs produits. Le Programme devrait réaffirmer que les informations sanitaires et de sécurité sur les substances chimiques ne devraient pas être confidentielles. L'on ne devrait pas réclamer la confidentialité des informations industrielles pour les substances chimiques de grandes importances, signifiant que toutes les substances chimiques de grandes importances doivent être signalées ;
- Les exigences pour le dévoilement des informations dans les pays en voie de développement et les pays à économie en transition ne devraient pas être différentes des normes établies dans les pays en voie de développement et les pays à économie en transition, étant donné que les substances chimiques et les produits connaissent une production et une utilisation croissantes dans les pays développés et les pays à économie en transition ;
- Si les réglementations constituent un élément important qui permettent de déterminer les substances qui doivent être ciblées, dans les pays en voie de développement où la législation est faible ou non existante, les entreprises vont perdre du temps pour prendre des actions jusqu'au moment où ils y seront contraints par les actions du gouvernement. La gestion proactive des substances chimiques contenues dans les produits et les chaînes d'approvisionnement qui crée une valeur à long terme en se plaçant au devant des exigences réglementaires et du marché est importante. Les entreprises devraient commencer à aller au-delà de la conformité réglementaire en identifiant et en dévoilant les substances chimiques nocives dans leurs produits et leurs chaînes d'approvisionnement;
- Les entreprises ne devraient pas utiliser les lois faibles dans les pays en voie de développement et à économie en transition pour créer une double norme pour l'exposition. Le niveau le plus élevé de l'exposition devrait être utilisé dans tous les pays pour protéger la santé humaine et l'environnement et se conformer à la demande croissante à la fois pour les substances chimiques connues contenues dans les produits et la chaîne d'approvisionnement de même que les substances chimiques dévoilées contenues dans les produits;

- Les listes SIN et TEDX devraient être ajoutées sur la Liste Partielle du Authoritative Chemical Hazard Lists suggérées par le programme CiP pour utilisation par les entreprises pour la sélection des risques sanitaires et environnementaux ;
- Les ONG d'intérêt public devraient être invités à participer au projet PNUE FEM sur la CiP dans le secteur du textile et d'autres projets pilotes visant la mise en œuvre du programme CiP;
- Le rôle des consommateurs pour le d'«voilement des informations sur les substances chimiques dans les produits au-delà des exigences réglementaires devrait être relevé, au fur et à mesure qu'ils exigent plus de produits durables, ils sont plus informés qu'avant, et leurs attentes sont plus grandes ; et
- Le document de l'IOMC INF 12, le cas d'affaire pour la connaissance des substances chimiques dans les produits et les chaînes d'approvisionnement devraient être traduits en toutes les langues des NU et distribués largement.

### **Les produits électroniques**

Le travail sur les substances dangereuses dans le cycle de vie des produits électriques et électroniques sous SAICM est largement infini- en particulier les parties médiane et avale du cycle de vie des produits électroniques. Les prochaines étapes à ce stade devraient considérer et agir sur ce qui suit :

- Après deux ans, la résolution de l'ICCM3 sur ce sujet apparaît être largement inappliquée ;
- La réunion de l'ONUDI visant à définir une approche conjointe sur les déchets électroniques n'avait pas pris soin d'inviter et de faire participer même une seule ONG ;
- Les recommandations élargies de l'atelier international sur ce sujet mandaté par l'ICCM2 et qui s'est tenu à Vienne en 2011 ont été largement ignorés. Ces recommandations s'intéressent aux parties amont, médiane et aval du cycle de vie des produits électroniques et ont été élaborés par un groupe multi-partites constitué de 32 gouvernements, des industries, et des ONG d'intérêt public. Afin d'éviter la duplication du travail, ces recommandations devraient être adoptées et utilisées sur le travail en évolution sur ce sujet;
- Le droit du public à la connaissance sur les produits chimiques à tous les stades du cycle de vie des produits électroniques devrait être compris dans le travail à venir sur ce sujet; et
- L'atelier mondial à venir sur les substances chimiques dangereuses dans le cycle de vie des produits électroniques et électriques devrait comporter la participation des ONG d'intérêt public.

### **Nanotechnologies et Nanomatériaux**

Le travail sur les nanotechnologies et nanomatériaux dans le contexte de la SAICM est encore limité, en particulier en ce qui concerne l'engagement total de toutes les organisations de l'IOMC et l'élaboration de document d'orientation pour assister tous les pays à gérer de manière efficace les potentiels risques des disséminations des nanomatériaux. Au regard des activités spécifiques sur les nano dans le PAM (en Anglais GPA) et les résolutions antérieures, les parties prenantes de la SAICM devraient viser à:

- Accroître l'engagement de toutes les organisations de l'IOMC, en particulier en liaison avec les initiatives existantes de l'OMS en la matière et en invitant la participation de l'OIT (en plus des activités en cours par l'UNITAR et l'OCDE) ;
- Compiler des orientations juridiques et technique de gestion existantes et des initiatives de gestion pour l'élaboration d'un document d'orientation juridique et technique mondial sur la gestion sûre et le développement des nanotechnologies ;
- Etablir les inventaires mondiaux des nanomatériaux et des produits contenant des nanomatériaux ; et
- S'assurer qu'une attention méritée est accordée tant à la gestion sûre des déchets contenant les nanomatériaux, qu'aux populations les plus exposées (en particulier les travailleurs).

### **L'engagement du secteur de la santé**

Les six activités prévues dans la stratégie pourraient être limitées aux questions de politiques générales de la SAICM pour accroître la synergie; par exemple:

- Elaborer et mettre en œuvre un outil de surveillance médicale pour les problèmes de travail et de santé en milieu de travail dans la fabrication des nanomatériaux, produits électroniques et recyclage des déchets électroniques;
- Prévenir et traiter l'intoxication au plomb;
- Développer et mettre en œuvre un cadre des politiques sur les produits chimiques dans les hôpitaux qui fournisse des informations sur les substances chimiques dans les produits comme base pour les alternatives plus sûres et le développement des inventaires des dangers sanitaires suspects et connus en milieu de travail dus à l'exposition aux produits chimiques;
- La formation professionnelle et le développement devraient inclure l'empoisonnement au pesticide et au mercure et l'exposition au plomb; et
- L'implication de la Société Endocrinienne sur le travail sur les produits chimiques perturbateurs endocriniens.

### **Les Objectifs de Développement Durable (ODD)**

- Parce que les objectifs et les cibles ne sont pas susceptibles d'être re-débattus, les mesures pour aborder la sécurité des produits chimiques dans les ODD devraient être abordées dans les discussions sur les indicateurs ; et
- Les indicateurs des ODD devraient être mondiaux dans leur nature et tous devraient être maintenus comme objectifs.